

Compte rendu des rencontres avec les candidats aux législatives.

Dans le cadre du mandat défini par le Collectif Education du Nord Cotentin, nous avons rencontré les quatre candidats déclarés aux élections législatives de juin prochain.

Les audiences ont porté sur :

- les suppressions de postes (*cf carte scolaire en cours*),
- sur la scolarisation des moins de 3 ans
- la place des RASED, I
- la problématique de l'école rurale,
- l'enseignement spécialisé et les collèges...
- Nous avons aussi pointé l'état des lycées professionnels, fortement touchés à la rentrée 2012.

Le Collectif avait exprimé la nécessité d'un collectif budgétaire pour la rentrée 2012. Ce que nous avons posé à chacune de nos rencontres. Lors de ces audiences, les candidats nous ont aussi fait part de leurs axes de campagne, de leurs propositions... que vous retrouverez au fil du compte-rendu.

Vendredi 13 avril :

1^{ère} audience : Bernard Cazeneuve, candidat PS – 10h30 Hôtel de la CUC.

Présents : Michel Lafosse, maire de Besneville, une mère d'élèves de Besneville, Christine Ladvenu, parent d'élève, Pascal Besuelle (SNES), Jean Paul de Roubin(SNUIPP), Gaëlle Marguerie (*Sud Education*) et Hervé Jubin (*Sud Education*).

Bernard Cazeneuve affirme son opposition à l'actuelle politique éducative et la stupidité néfaste des retraites des postes.

Porte-parole de François Hollande, il réaffirme la création de 60 000 postes sur le quinquennat. Soit 12 500 par an ! Et la création d'un collectif budgétaire pour la rentrée 2012. Il reconnaît la difficulté de recruter en urgence des enseignants et des personnels pour septembre 2012. Que cela soit pour les RASED, l'enseignement spécialisé (CLIS, ULIS...) néanmoins le futur gouvernement prendra des mesures étalées sur les 4 années.

A la remarque du manque des « marges d'emploi » et de la destruction de l'outil de formation des enseignants (IUFM), Bernard Cazeneuve affirme que le futur gouvernement remettra en fonction un outil de formation des enseignants.

Sur le service public d'éducation, notamment en milieu rural, Bernard Cazeneuve soutient totalement cette présence indispensable.

Concernant la scolarisation des moins de 3 ans , B. Cazeneuve soutient cette nécessité d'une école ouverte .

Pour finir, nous avons longuement évoqué la destruction du lycée professionnel, tant par la disparition des filières que pour cette voie de qualification des élèves. Sur ce secteur, les enseignants sont réellement présents et tout peut être opérationnel pour la rentrée prochaine si une volonté politique l'exprime.

2^{ème} audience : Catherine Marais, candidate Europe Ecologie-Les Verts - 16h30

Présents : Pascal Besuelle (SNES), Jean Paul de Roubin (SNUIPP), Gaëlle Marguerie (Sud Education) et Hervé Jubin (Sud Education).

La candidate EE-Les Verts tenait, avant tout, à nous entendre. Nous avons décliné l'état des lieux sur tous les points évoqués lors des réunions du Collectif Education :

- scolarisation des 2 ans ;
- disparition des RASED ;
- enseignement spécialisé (CLIS, ULIS...) ;
- école rurale ;
- collèges ;
- enseignement professionnel.

Sur tous les points abordés, nous avons pu développer nos analyses et faire saisir les enjeux éducatifs, culturels, économiques et sociaux liés à cette destruction planifiée.

La candidate nous a proposé une invitation à un éventuel débat.

Samedi 14 avril :

3^{ème} audience : David Margueritte, candidat UMP – 10h00 Permanence UMP.

Présents : Christine Ladvenu, parent d'élève, Pascal Besuelle (SNES), Jean Paul de Roubin (SNUIPP), Gaëlle Marguerie (Sud Education) et Hervé Jubin (Sud Education).

David Margueritte, après avoir fait un historique des 20 dernières années (création de postes / démographie en baisse), reconnaît que sur les 5 dernières années, il n'y a aucune baisse démographique néanmoins **« Les effectifs moyens par classe reste raisonnable en comparaison à d'autre pays de l'OCDE La Corée du sud avec des effectifs moyens au dessus de 25 se classe mieux que la France au niveau des résultats internationaux »**.

Il nous fait part de l'absence de l'école dans le débat pour l'élection présidentielle, à son grand regret.

Sur la politique éducative, lors de ses rencontres de terrain avec les élus locaux et la population, de fortes préoccupations s'expriment sur l'école rurale, les RASED et la carte scolaire... Sur les RASED, **« c'est trop et de manière excessive »**. Il est favorable à la scolarisation des 2 ans. Il exprime **« son opposition totale à la suppression de la carte scolaire »**. Il s'ensuit un échange sur l'enseignement confessionnel que nous dénonçons et... qu'il soutient dans le cadre d'une liberté de choix des familles, notamment pour des motivations pédagogiques.

Sur les suppressions d'arrêt de bus, la **« sécurité avancée par le Conseil général relève de l'enfumage »**. C'est une **« logique comptable impossible »**.

Il nous fait, ensuite état, de ses propositions :

- l'enseignement spécialisé, il **« prendra des engagements qui surprendront »**.
- Rythmes scolaires : c'est un sujet de réflexion.
- David Margueritte soutient l'idée d'un uniforme à l'école.
- Il est fortement attaché à **« restaurer l'autorité des maîtres »**.
- Réinstaurer des vrais contenus en Histoire/géographie, par ex. en terminale

scientifique.

- Formation des enseignants : « ***impulser des stages sur site*** ».
- Il considère que les concours d'état ne sont pas essentiels.
- Il est pour l'autonomie des universités mais opposé à celle des écoles et des collèges.
- Il manifeste son opposition au dispositif Eclair.

Pour conclure, nous lui avons fait part de notre demande d'un collectif budgétaire pour la rentrée 2012.

4^{ème} audience : Ralph Lejamtel et Anne Levaslot, candidat Front de Gauche – 11h20 **Permanence PC.**

Présents : Christine Ladvenu, parent d'élève , Pascal Besuelle (*SNES*), Jean Paul de Roubin (*SNUIPP*), Gaëlle Marguerie (*Sud Education*) et Hervé Jubin (*Sud Education*).

Après avoir exposé les différents points de préoccupation évoqué au cours des 2 réunions du collectif.

Ralph Lejamtel précise les positions du Front de Gauche :

- Recrutement de 80 000 fonctionnaires en spécifiant les besoins : Psychologue, Rased, CIO, profs...) sur le quinquennat
- Pour ces créations rupture de la règle des « 80% pour le public et 20% pour le privé » ce qui correspondrait à un effet d'aubaine pour l'enseignement confessionnel. La loi Carle sera remise en cause
- La notion de service public oblige à un maillage de tous les territoires. Il a donc un coût qui doit être assumé par l'Etat. Le retour à une sectorisation stricte est nécessaire pour garantir l'Egalité d'offre.
- Scolarisation obligatoire de 3 ans à 18 ans (ce qui correspond très largement à un état de fait). Scolarisation des 2 ans.
- Impulser la recherche pédagogique contre la difficulté scolaire, avancer vers une culture commune contre la logique du « socle » conçu comme un SMIC culturel
- Formation enseignants : Plan d'urgence pluriannuel et pré-recrutement (diversité sociale)
- Titularisation de tous les précaires du service d'Education.
- Réflexion au plan local sur une filière de formation capable de nourrir le futur pôle EMR (énergies marines renouvelables) ce qui suppose de revenir sur la casse de l'enseignement professionnel.